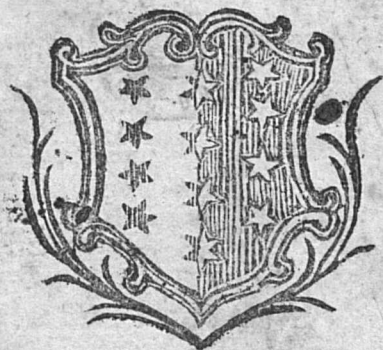


# CONSTITUTION

DE LA  
RÉPUBLIQUE  
DU  
VALAIS.



---

A S I O N

Chez Antoine Advocat 1802.

PA

7716



56/1359

PA 7416



**AU NOM DU DIEU TOUT-PUISSANT.**

---

## **TITRE I.**

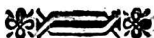
**ART. I.** La sainte Religion Catholique, Apostolique & Romaine est la Religion de l'ÉTAT; elle a seule un Culte public; la LOI veille à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice.

## **TITRE II.**

2. Le VALAIS forme un ETAT libre & indépendant, isolé des Républiques française, helvétique & Italienne, sous l'appui de ces trois Républiques, qui se portent garantes à cet effet.

3. La garantie de l'indépendance de la République helvétique, telle qu'elle est énoncée dans l'article II. du traité de Lunéville, de la part de la France, reste applicable au VALAIS, comme ayant fait partie de l'Helvétie à l'époque où ce traité fût conclu.

4. La République française aura le libre & perpétuel usage d'une route commerciale & militaire dirigée par le Simplon, & traversant le VALAIS depuis le département du Mont Blanc jusqu'au territoire de la République Italienne.



## T I T R E III.

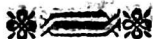
ART. 5. La route qui s'ouvre actuellement dans la montagne du Simplon sera construite & entretenue aux frais des Républiques française & Italienne, les propriétaires des terrains qui ont été pris pour cette route & qui pourront l'être, seront indemnisés par elles seules; & le Gouvernement du VALAIS sera entendu sur la direction à donner à cette route.

6. Le VALAIS entretiendra à ses frais la route existante depuis St. Gingoux jusqu'à Brigue. Il reconstruira les parties qui viendront à manquer, & procurera sur son territoire la sûreté des voyageurs & des transports.

7. Le VALAIS ne sera pas obligé de garder ses passages; la République française prend à elle seule la charge de les défendre; ses troupes employées à cet effet seront défrayées par elle, & les ouvrages nécessaires construits & entretenus à ses dépens.

8. La République française fera tous les établissemens nécessaires dans le VALAIS, de manière que le service de ses troupes de passage pour le logement, les subsistances, fourages, transports, & fournitures quelconques, n'éprouvent point de difficultés & ne tombent point à la charge du pays.

9. Le VALAIS s'oblige à n'ouvrir aucune autre nouvelle route de communication avec les Etats limitrophes qu'après s'en être entendu avec la République française.



10. Les Républiques française, & Italienne ne prétendent aucun droit de douane, péage ou transit, sous quelque nom que ce soit, sur le territoire du VALAIS, à raison de la confection de la route du Simplon; de son coté le VALAIS s'oblige à n'établir de droits de cette nature que d'accord avec les Républiques française, & Italienne.

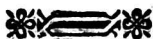
11. Le VALAIS & les Républiques française, & Italienne feront de concert & simultanément, & entretiendront les établissemens de poste aux chevaux, qui seront jugés nécessaires pour le service de la route, chacune en ce qui la concerne.

12. Les hospices du Simplon & du St. Bernard, & les routes qui y conduisent, seront entretenus en bon état.

• 13. Le VALAIS conserve la faculté d'avoir des régimens avoués aux services étrangers.

14. Attendu que la République du VALAIS n'envoie d'Ambassadeurs, & agens politiques & commerciaux, qu'aux trois Républiques garantes, & qu'elle n'en reçoit que d'elles, les Ambassadeurs, & agens commerciaux de la République française dans les lieux où le VALAIS n'aura point d'agens protégeront les citoyens Valaisans, qui recourront à leurs bons offices.

15. Le VALAIS, en vertu de son indépendance, demeure dans le plein droit de faire des changemens à la présente Constitution, en tant qu'ils ne porteroient point atteinte aux articles de ce titre & à ceux du titre 2. qui le précède,



lesquels restent littéralement définitifs & invariables,

## TITRE IV.

### *Division du Territoire.*

**ART. 16.** Le VALAIS forme une République soumise à la même constitution & aux mêmes lois.

SION est le chef-lieu de la République, & les Autorités supérieures y tiennent leurs séances.

17. Le territoire de la République est divisé en douze Dixains.

Ces Dixains sont :

Conches.	}	avec les chefs-lieux, qu'ils avoient en 1797. & dans les limites d'alors.
Brigue.		
Viège.		
Rarogne & Moërel.		
Loèche.		
Sierre.		

SION dans les limites de son district actuel, avec Nenda, Veyfona, & Sallins.

HERMENCE de même, à l'exception de Nenda, Veyfona et Sallins.

Martigny.	}	dans les limites de leurs districts.
Sembracher.		
St. Maurice.		
Monthey.		

Ces six derniers Dixains gardent les chefs-lieux qu'ils ont eu pendant qu'ils étoient formés en districts.

❖ ❖ ❖

TITRE V.

*Etat politique des Citoyens.*

---

**ART. 18.** Sont citoyens du VALAIS.

**A.** Ceux qui étant citoyens actifs en VALAIS, aux termes des loix présentement en vigueur dans la République helvétique, sont ou se feront recevoir communiens dans une commune quelconque, suivant un mode aisé que la loi déterminera pour cette classe d'habitans.

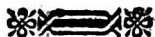
**B.** Les étrangers qui acquerront un droit de communauté, après avoir été préalablement naturalisés par la Diète, suivant les conditions qui seront déterminées par la loi.

**19.** Nul ne peut exercer le droit de citoyen; s'il n'est âgé de vingt-ans, & s'il n'a un an de domicile de fait sur le territoire de la République. Nul ne peut voter dans une autre commune que celle dont il est communier.

**20.** Nul n'est éligible aux fonctions communales qu'à l'âge de vingt-un ans accomplis, à celles de Dixain qu'à celui de vingt-cinq ans, & aux fonctions supérieures qu'à l'âge de trente ans.

Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles.

**21.** La loi détermine les cas qui opèrent la perte ou la suspension du droit de cité.



## TITRE VI

### *Etat des Terres.*

---

ART. 22. Aucun bien fond n'est grévé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

23. Toutes redevances de cette nature actuellement existantes sont rachetables, & notamment les dixmes & censés.

24. Le mode du rachat fera déterminé d'ici à la fin de la Diète de May 1803. au plus tard.

## TITRE VII

### *Autorités des Communes & Dixains.*

---

25. Chaque commune a un Conseil composé au plus de douze membres & des Syndics de la commune pour l'administration des biens communaux, la détermination des dépenses, la répartition des charges, & les réglemens de police locale.

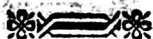
Les Présidens, les Syndics, & les membres du Conseil de la commune sont nommés par l'assemblée générale de la commune. Elle détermine la durée de leurs fonctions.

26. Les Chefs du Conseil de la commune procurent l'exécution des loix, & réglemens administratifs qui leur sont adressés par les Présidens de Conseil de Dixain.

27. Il y a dans chaque Dixain un conseil composé d'un Président & du Chef du conseil de chaque commune.

Les communes qui ont plus de cent citoyens actifs, députent en outre au Conseil un député





par cent citoyens, & de ce nombre doit être un des Sindics.

28. Le Conseil du Dixain fait les nominations qui lui sont attribuées, règle les dépenses du Dixain, répartit les charges entre les communes, sauf appel au conseil d'Etat composé comme il est dit à l'article 59. & délibère sur les affaires communes du Dixain.

29. Le Président du conseil de Dixain en convoque les assemblées ordinaires & extraordinaires.

Il est de droit l'un des députés du Dixain à la Diète générale. Il est chargé sous les ordres du conseil d'Etat de l'exécution des loix, réglemens & ordonances, & employé à cet effet es Chefs de conseil des communes qui lui sont subordonnés sous ce rapport.

30. Les Présidents des conseils de Dixain reçoivent une indemnité, qui sera fixée par la Diète. La loi détermine le mode de leur nomination.

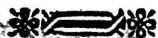
## T I T R E. VIII.

### *Du Gouvernement.*

---

ART. 31. La République est gouvernée par une Diète générale & un Conseil d'Etat.

32. La Diète générale est composée des députés de chaque Dixain élus dans la proportion d'un député par deux mille ames, y compris le Président du Dixain. La loi statue sur les fractions. Chaque Dixain ne peut avoir moins de deux députés.



Le Révérendissime Evêque de Sion a séance & voix délibérative à la Diète. Il est le seul ecclésiastique qui y ait entrée.

33. Les députés à la Diète générale sont nommés par les conseils de Dixain qui s'assemblent à cet effet le premier Dimanche de Mai. Ils restent deux ans en place & sont rééligibles.

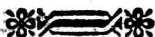
34. Pour être éligible à la Diète, il faut avoir rempli des fonctions législatives ou judiciaires, ou administratives, dans les autorités supérieures & des dixains, ou exercé l'office de Notaire public, ou avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne.

35. Tout citoyen né depuis 1780 ne pourra être député à la Diète, s'il n'est pas en état de comprendre les deux langues allemande & française.

36. La Diète nomme dans son sein son Président & son Vice-Président. L'un d'eux doit être des Dixains au dessus de la Raspile & l'autre de ceux audessous. Ils sont élus pour deux années & sont rééligibles tant qu'ils sont membres de la Diète.

37. Les membres de la Diète reçoivent une indemnité qui sera déterminée par elle.

38. La Diète s'assemble deux fois l'année, savoir : le 15 Mai & le 15 Novembre. Ses séances ordinaires ne doivent pas durer plus de quinze jours. Le conseil d'Etat peut les prolonger & convoquer la Diète extraordinairement. Il peut aussi consulter les membres de la diète par circulaire & par la voye du Président de la Diète.



39. Le conseil d'Etat est composé d'un Président qui porte le titre de Grand-Baillif & de deux Conseillers d'Etat. Ils sont nommés par la Diète dedans ou dehors de son sein, & ils ont un Secrétaire d'Etat, qui est à leur nomination.

40. Les indemnités des membres du conseil d'Etat sont déterminées par la Diète. Elles ne sont perçues que par les membres présens.

41. Il ne peut jamais y avoir deux membres du même Dixain dans le Conseil d'Etat.

42. Il y a un Vice-Baillif & deux Vice-Conseillers d'Etat, qui remplacent les titulaires en cas d'absence ou de mort. Ils sont nommés par la Diète de son sein ou dehors, & cessent d'être membres de la Diète, s'ils en faisaient partie.

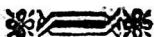
43. Pour être élu Grand-Baillif, Vice-Baillif, Conseiller & Vice-Conseiller d'Etat, il faut avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives supérieures avant ou depuis 1798.

44. Les membres du Conseil d'Etat restent trois ans en place. Ils sont renouvelés par tiers chaque année. Le premier renouvellement ne commencera qu'en l'an 1805. Les membres sortans ne sont rééligibles qu'au bout de trois ans.

## TITRE IX.

### Des pouvoirs de la Diète.

ART. 45. Le pouvoir législatif appartient à la Diète générale. Aucune loi ne peut y être mise en délibération que sur la proposition du Conseil d'Etat, qui sera composé à cet effet du



Grand-Baillif, des deux Conseillers, du Vice-Baillif & des deux Vice-Conseillers d'Etat.

46. Les nominations sont faites dans la Diète au scrutin secret.

47. Les loix décrétées par la Diète sont exécutoires pour toute la République, du moment qu'elles sont scellées & promulguées par le Conseil d'Etat.

48. La Diète reçoit tous les ans au mois de mai les comptes du Conseil d'Etat pour l'année précédente & les rend publics. Le Conseil d'Etat lui présente en même tems un aperçu des revenus & des dépenses à faire pour l'année suivante.

49. La Diète nomme aux dignités & bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartenait à l'ancien Gouvernement du VALAIS.

50. La Diète a le pouvoir de faire grace & de commuer les peines sur la proposition nécessaire & préalable du Conseil d'Etat.

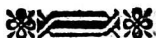
## T I T R E X.

### Des pouvoirs du Conseil d'Etat.

ART. 51. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution des loix & de toute l'administration publique, qui y est relative.

52. Le Grand Baillif en sa qualité de Président du Conseil d'Etat scelle & fait promulguer les loix & signe les décisions du Conseil; elles sont contresignées par le Secrétaire d'Etat.

Il a en outre dans son département :  
La sûreté intérieure & extérieure de la République



**Les relations d'amitié, de politique & de commerce avec les puissances étrangères.**

**L'administration militaire & la disposition de la force armée.**

**La reception des dépêches & pétitions, qui sont adressées généralement au Conseil d'Etat & leur distribution aux divers départemens, & généralement toutes les affaires qui ne sont pas spécialement attribuées à aucun département.**

**§3. L'un des Conseillers d'Etat est chargé :**

**De l'administration de la Justice civile & criminelle,**

**De la police intérieure,**

**De l'instruction publique,**

**Des rapports avec l'autorité ecclésiastique,**

**Du régime administratif,**

**Et de la salubrité publique.**

**§4. L'autre Conseiller d'Etat est chargé :**

**De l'administration des Domaines,**

**De l'administration & perception des revenus publics de tout genre,**

**De la confection & entretien des routes, ponts, & chaussées & autres travaux publics.**

**De l'exploitation des mines, poudre & salpêtre,**

**De l'inspection sur le commerce, & l'industrie.**

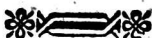
**§5. Les affaires sont délibérées & décidées par le Conseil d'Etat sur le rapport de celui de ses membres, dont elles concernent le département.**

**Chaque membre du Conseil est responsable du retard soit dans l'instruction soit dans l'expédition des affaires de son département.**

**§6. Le Conseiller d'Etat chargé des finances doit fournir une caution, qui soit acceptée par la Diète.**

**§7. Le Conseil d'Etat rend chaque année ses comptes de recette & dépense à la Diète du mois de Mai. S'il manque à les rendre à ce terme, ou s'il y a déficit de deniers, la Diète le déclarera destitué par le fait.**

**§8. Le Conseil d'Etat dispose de la force armée, dont le nombre & le régime sont réglés par la loi,**



59. Le contentieux de l'administration est attribué au Conseil d'Etat réuni aux Présidens des Conseils de Dixain.

## TITRE XI.

### *Ordre judiciaire.*

60. Chaque commune peut avoir dans son sein un Juge de première instance sous le nom de Chatelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles, & qui prononce en dernier ressort jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par la loi.

Cette fonction n'est pas incompatible avec celle de Chef du Conseil de la commune.

61. Les Chatelains des communes sont nommés par l'assemblée générale de chaque commune, sur une présentation quadruple faite par le Conseil. Cette nomination se fait tous les deux ans le dernier Dimanche d'Avril.

62. Les Chatelains de commune sont deux ans en fonction: ils sont toujours rééligibles; ils prêtent serment entre les mains du Grand-Chatelain.

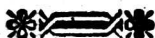
63. Il y a dans chaque Dixain un juge sous le nom de Grand-Chatelain qui a un Lieutenant.

64. Le Lieutenant du Grand-Chatelain est Juge en première instance des causes des communes, qui n'ont pas de Chatelain.

65. D'un jugement de première instance, on appelle en cour du Dixain, qui est composée du Grand Chatelain ou de son Lieutenant, & de six Assesseurs. Ces assesseurs sont choisis parmi les Juges de commune anciens Juges, Grand-Chatelains, & leurs Lieutenants dans leur Dixain ou dans les Dixains voisins. La loi détermine la manière dont ils sont nommés.

66. Dans aucun cas un Juge ne peut siéger en cour d'appel dans une cause jugée par lui en première instance.

67. Le Grand-Chatelain est élu tous les deux ans par le Conseil du Dixain, qui s'assemble le premier Dimanche de Mai. Il prête serment entre les mains de son prédécesseur & pour la première fois entre les mains du Président du Tribunal du District.



68. Le Grand-Chatelain est rééligible une fois; mais après quatre ans d'exercice, il faut un intervalle de deux ans, pour qu'il puisse être réélu.

69. Pour être Grand-Chatelain, il faut être domicilié dans le Dixain, avoir été Juge ou Notaire & à compter de 1810 il faut avoir étudié le droit.

70. Le Lieutenant du Grand-Chatelain est nommé de la même manière que celui-ci, pour le même tems, & sous les mêmes conditions. Il remplace le Grand-Chatelain quand il ne peut remplir ses fonctions & prête serment entre ses mains.

71. Dans les causes criminelles & de police correctionnelle, le Grand-Chatelain ou son Lieutenant qui instruisent les procédures avec deux Assesseurs, forment avec huit Assesseurs choisis comme il est dit à l'article 65, le Tribunal de première instance.

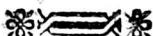
72. Il y a un Tribunal d'appel pour toute la République qui juge en dernier ressort les causes civiles, & criminelles. La loi en détermine l'organisation.

73. Dans les Procès civils & criminels contradictoires, les vacations des Chatelains, Grand-Chatelains & Assesseurs, & du Tribunal d'appel, seront payées d'après la taxe, que la loi déterminera. Dans les Procès criminels & de police correctionnelle inquisitoires, l'Etat en fait les frais sauf recours contre qui de droit.

74. Du moment de l'acceptation de la présente Constitution, les lois existantes au premier Janvier 1798 tant au civil qu'au criminel seront seules en vigueur, tant que la Diète n'y aura fait aucun changement. Cet article n'est pas applicable aux matières féodales.

75. En attendant la révision des lois criminelles, le Tribunal d'appel pourra, quand il le jugera convenable, proposer à la Diète la mitigation de la peine; il enverra à cet effet au Conseil d'Etat la procédure & son rapport.

76. Les fonctions judiciaires & administratives ne sont pas incompatibles dans la même personne.



## *La Diète de la République du Valais.*

Où le rapport de son Comité de Constitution, après mure délibération a décrété à l'unanimité, que la présente Constitution en soixante seize articles est acceptée au nom du peuple Valaisan pour être la Constitution fondamentale de la République du Valais.

Que quatre expéditions originales en seront dressées paraphées au bas de chaque page par le Président & les Secrétaires de la Diète & revêtues du présent Acte d'acceptation signé par eux & scellé du sceau de la République, pour trois des dites expéditions être remises aux Envoyés des trois Puissances garantes, & la quatrième leur être présentée à l'effet d'être vidimée par eux & revêtue de leur sceau pour former l'Acte original, qui demeurera déposé aux Archives de la République.

Extrait du Protocole de la Diète de la République du Valais du 30. Aoust 1802.

Scellé du sceau de la République.

*Le Président de la Diète STOKALPER.*

<i>Les Secrétaires</i>	}	<i>TOUSARD DOLBEC.</i>
<i>de la Diète</i>		<i>AUGUSTINI.</i>

Les Envoyés des Républiques française, Italienne, & helvétique certifient que la présente chartre est l'un des quatre originaux de la Constitution de la République Valaisane, & de l'acceptation que la Diète en a décrétée.

Bex le 13. Fructidor an dix de la République française & Sion le 31. Aout 1802.

*Turreau. Müller-Friedberg. Lambertenghi.*

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)